

interrogations

16

international review of anarchist re-
search / rivista internazionale di ricer-
che anarchiche / revue internationa-
le de recherche anarchiste / revista in-
ternacional de investigación anarquista

OCTOBER
OTTOBRE
OCTUBRE
OCTOBER
1978

**La « questione Proudhon » e il
dibattito nella sinistra italiana**

NICO BERTI
9 FRANCESCO CODELLO

**The dissident Movement and the
Middle class in the USSR**

29

GABOR T.
RITTERSPORN

**DOSSIER CNT:
La CNT española hoy**

47

JUAN GOMEZ CASAS

**Grandeurs et misères du
mouvement libertaire espagnol
aujourd'hui**

64

FREDDY GOMEZ

...ni CNT

105

CARLOS SEMPRUN
MAURA

Grandeurs et misères du mouvement libertaire espagnol aujourd'hui

FREDDY GOMEZ (*)

En mai 1976, je conclusais un article sur la situation du renaissant mouvement libertaire en Espagne par cette phrase: « Aujourd'hui, sans sombrer dans un quelconque triomphalisme de bas étage, il semble possible de parler d'illusions gagnées (1) ». Plus de deux ans après, il est nécessaire de prendre un peu de recul pour analyser, dans sa complexité et ses contradictions, ce même mouvement libertaire espagnol.

Il n'est pas de trop, sur ce thème aussi, de s'interroger. Ouvertement. Sans mêler nos voix à ce concert de louanges créé par une presse libertaire fascinée par la capacité mobilisatrice de l'anarchisme espagnol. L'Espagne n'est pas le phare, le « nec plus ultra », l'exemple à suivre de l'anarchisme militant. L'Espagne ne doit pas être la raison d'exister d'autres mouvements, confinés dans un pauvre rôle de divulgateurs des initiatives du grand-frère d'outre-Pyrénées. Il faut en finir avec le mythe. Il faut savoir que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mouvements possibles, que tout n'est pas passionnant, admirable, enthousiasmant et grandiose. Sur l'Espagne, la fumée fait souvent écran. L'arbre cache souvent la forêt, cette forêt faite d'incertitudes, de tâtonnements, de recherches,

(*) 28 ans, membre du groupe de rédaction de *Frente libertario* de 1971 à 1977; collabore actuellement à plusieurs publications libertaires, surtout espagnoles.

(1) Il s'agit de l'article intitulé « Situation et perspectives de l'anarcho-syndicalisme espagnol », initialement publié dans *La lanterne noire* (Paris, numéro 5, mai 1976), puis dans un opuscule de *Frente libertario* et traduit par la suite en italien (*Bollettino del C.D.A.*, Torino, num. 8, octobre 1976) et en anglais (*Freedom*, anarchist review), etc. Ce texte a également été inclus, avec d'autres, dans *Lotte operaie in Spagna* (édité par *Librirossi*, Milano) [N.D.L.R.].

mais aussi de sectarisme, de coups de gueule, de sordides luttes pour un misérable pouvoir. L'histoire n'a rien à voir avec la propagande. Elle est analyse et patiente recherche du négatif et du positif, mais surtout observations d'une réalité en mouvement, faite de grandeurs et de misères. Celles-ci n'ont pas à être occultées sous de grands discours dithyrambiques. Elles ne doivent pas plus masquer la richesse d'un mouvement, dont l'histoire est parsemée de ruptures et de recommencements, de défaites et de victoires. Elles ne peuvent intervenir que comme composantes d'une réalité.

Dès maintenant, donc, les choses doivent être claires. Et tant pis si cet article dérange certaines analyses acritiques. Il est fait pour cela...

Premiers pas, premières espérances, premières crises

L'assemblée qui, le 29 février 1976, réunit, à Sanz (banlieue de Barcelone) plus de 700 personnes, marque, indiscutablement, une date importante dans le processus de reconstruction du mouvement libertaire espagnol et plus concrètement de la CNT (Confédération Nationale du Travail). Tolérée, mais simplement tolérée, cette réunion eut sur la militance présente et absente l'effet escompté: se voir à visage découvert, se sentir, se rencontrer sans médiation ni délégation. Après les rudes années de clandestinité, l'important, c'était d'abord cela: se compter avant d'aller de l'avant. Et puis se dissoudre pour reconstruire à partir de l'idée de reconstruction de la CNT. Idée motrice, en fait. Se dissoudre, c'était dissoudre les structures existantes (groupes, comités divers, coordinations plus ou moins clandestines, tendances, etc.) pour faire du neuf, ensemble, toutes sensibilités mêlées. En sachant les problèmes que cela poserait, mais avec la volonté ferme de les dépasser et l'espoir fou de les résoudre. Cette réunion eut, avant tout, cette signification. Elle fut déterminante dans le reste de l'histoire.

Au printemps de 1976, peu après la mort de Franco et dans l'incertitude la plus totale quant à l'évolution de la situation politique (2), il était pour le moins risqué d'oser un pronostic

(2) Le parrainage européen du nouveau régime favorisait plutôt l'idée d'une ouverture vers un certain libéralisme, mais la machine institutionnelle léguée par Franco — qui avait lui-même déclaré peu avant de disparaître qu'il se félicitait de « tout laisser lié et bien lié » (« atado y bien atado ») — laissant peu d'espoir quant à l'inauguration

sur le développement du mouvement libertaire. La réunion de Barcelone fut précédée (Madrid, 8 février) ou suivie (Valence) d'assemblées similaires dans la forme et dans l'esprit. Les résultats furent le plus souvent identiques. La reconstruction de la CNT, cependant, était plus de l'ordre du désir que d'une quelconque nécessité ressentie sur les lieux de production. Il faut le reconnaître; mais l'idée fut le ciment qui permit de lever, pierre par pierre, cette fragile bâtisse ouverte à tous les vents. Vieux syndicalistes et fougueux libertaires de la dernière averse mirent leurs efforts, leurs sensibilités, mais aussi leurs phantasmes et leurs contradictions, en commun pour donner forme à cette CNT.

Ces regroupements, pourtant, se firent le plus souvent contre le gré de certains groupes autonomes et, encore plus souvent, sans l'autorisation des « consulats » de la CNT « officielle » de l'exil, celle-ci disposant déjà, par ailleurs, d'un « Comité National » (fantôme, bien sûr) dont la principale mission était de veiller aux intérêts de la bureaucratie céleste (3). Devant la tournure que prirent les choses et la volonté de regroupement manifestée ici et là, le secteur « officiel » fut contraint d'accepter la remise en cause. Rapidement, donc, ce « Comité

d'une étape de liberté formelle. Juan Carlos n'était au pouvoir que par la volonté de Franco et avait dû jurer « fidélité » aux Lois fondamentales du franquisme.

(3) Je ne peux résister à la tentation d'une citation, extraite d'un compte rendu, élaboré par ce « Comité national » fantôme. Il s'agit d'une communication, en date du 25 janvier 1976 (la date est importante), devant mettre en garde une base manipulable contre d'éventuelles tentatives de reconstruction de la CNT. Ce document, reproduit évidemment par la CNT en exil dans ses journaux, est une parfaite illustration du degré de bêtise des gardiens de l'orthodoxie. On peut y lire, entre autres choses: « Tout comme en 1965, les survivants du Pacte cincopuntiste préparent une nouvelle ignominieuse manoeuvre contre la CNT et le MLE, en essayent de créer, face à l'authentique CNT, une situation confusionniste, en utilisant son sigle. Pour ce, ils bénéficient d'importants appuis financiers et comptent monter un organisme usurpateur, au service du capitalisme et du régime postfranquiste de Juan Carlos... Ils vont probablement réaliser, en février, une opération publique... Par la suite — en ce même mois de février et en mars — ils organiseront un « congrès » pour la réalisation duquel leur seront accordées autorisation et facilités de déplacement... Soyons vigilants, compagnons! Unis dans la CNT, sachons — nous qui l'avons toujours défendue — faire échec à cette trahison! » Tel était donc l'état d'esprit de la bureaucratie céleste. Il est inutile d'insister davantage sur la stupidité des propos. On connaît, en effet, aujourd'hui l'importance historique de cette « opération publique » du 29 février 1976, à Barcelone...

national » fut dissous et remplacé par une structure de coordination nationale, établie, à titre provisoire, à Madrid, dans l'attente de la convocation d'un plénum national de la CNT reconstruite. Dans un premier temps, ce « Secrétariat permanent » (SP) s'occupa d'aider au développement des regroupements régionaux et d'assumer la représentation de la CNT à l'échelon national (4).

Le projet commençait à prendre forme. Elle existait, enfin, cette CNT renaissante, tant attendue, si discutée, trop accueillante.

Attendue, sans doute. Par la génération privée de soleil, celle de la répression et des combats douteux, la génération vaincue, trébuchée, morcelée, déportée. Tous ces jeunes des années quarante devenus vieux loin de la terre, loin du pays, loin de leurs espaces de luttes et de joies. Tous ces héroïques et contradictoires combattants d'une révolution trahie dans et par l'histoire. Tous ces pauvres bougres survivants des camps, de la misère, des prisons, du conformisme et de l'exil. Tous ceux, toutes celles qui, presque quarante années durant, vécurent d'un rêve, d'un souvenir et parfois, mais parfois seulement, d'un espoir. Eux, ceux qui souffrirent dans leur chair la mort du compagnon... Eux, ceux qui — pour ne pas mourir de honte — accrochèrent leur dignité à des entreprises chimériques... Eux, ceux qui — bercés d'illusions — désespéraient d'espérer... La diaspora. Les exilés de l'extérieur et de l'intérieur. Les grands-pères d'aujourd'hui. Eux, ils l'attendaient la reconstruction de la CNT. Eux, sûrement, mais pas exclusivement. Eux et les autres. Ces autres, privés d'histoire. Ces autres, gavés de mensonges. Ces autres qui ne surent les choses qu'à force de les chercher. Ces autres qui, par haine de l'ennemi, s'embrigadèrent à gauche, sans trop savoir. Chez les plus efficaces ou ceux qui semblaient l'être. Du côté du PCE et des Commissions ouvrières. Dans la sphère des chrétiens progressistes, aussi. Et puis, déçus, ces autres désertèrent pour suivre les sillons d'une extrême-gauche moins forte mais plus dure. Le goût de l'aventure fit les belles et chaudes heures du gauchisme, cette radicalité d'un hier. Clandestins et militarisés, ces autres se sentaient sauveurs d'un peuple à genoux. Et puis, de nouveau, ils désér-

(4) L'existence de ce « Secrétariat permanent » offrait une garantie de sérieux que n'avait évidemment pas le « Comité national » précédent... Le secteur « officiel » n'accepte pas de gaité de coeur de s'effacer. Il ne l'acceptera jamais, d'ailleurs. La suite le prouvera amplement...

tèrent, le plus souvent écoeurés par l'esprit de parti. Et, chemin faisant, ils redécouvrirent leur histoire ignorée et, parfois, rencontrèrent des visages, ceux des survivants, avec lesquels ils s'engueulaient souvent mais qu'au fond ils aimaient bien. Ces autres, c'étaient les petits-fils, les rejetons d'une génération rampante, faite de peur et oublieuse des crimes passés et présents des grands croisés de l'Espagne traditionaliste, apostolique et réactionnaire. Ces autres, c'étaient les fils des franquistes par consentement. Ils avaient fait, seuls, la route de l'antifranquisme à l'idée libertaire. Eux aussi, comme les grands-pères, attendaient la reconstruction de cette CNT mythique qui encomrait une partie de leurs rêves.

La reconstruction de la CNT était attendue, mais aussi discutée. La CNT avait été. Pourquoi serait-elle de nouveau? On pouvait se le demander et on ne s'en privait pas. Il y en avait même qui, péremptaires en diable, théorisaient son extinction définitive. Une vieillerie, comme aurait dit Engels. Une forme arriérée d'organisation ouvrière libertaire. Un phantasme de nostalgiques, sympathiques mais dépassés (5). Ils étaient même nombreux ceux qui ne voyaient dans l'anarcho-syndicalisme qu'un succédané du syndicalisme réformiste, intégrateur et contractuel de nos démocraties libérales européennes. D'autres groupes libertaires hésitaient entre le nouveau et l'ancien. Sans se prononcer définitivement sur les chances de la CNT. Sans faire table rase de la spécificité ouvrière de l'anarchisme espagnol. En songeant — secrètement — à une CNT solide de fondation, bien ancrée dans la classe ouvrière, mais ouverte à l'esprit du temps, à la grande marée de l'après-68 aux nouvelles formes de lutte, aux sensibilités éparses et diluées du front du quotidien. Et puis, il y avait les autres, les tenants d'une sorte de culte du passé, les « la CNT sera toujours la CNT », les inamovibles gardiens de l'orthodoxie, bien accrochés à une misérable parcelle de pouvoir (une CNT en exil, réduite à une peau de chagrin, secouée par les crises internes, vidée de sa

substance critique par une bureaucratie céleste confortablement installée à Toulouse), les pourfendeurs du moindre symptôme de modernité, veillant — derniers soubresauts d'une époque — sur des principes désuets, principes que par ailleurs ils n'hésitaient pas à transgresser pour assurer leur pitance bureaucratique (6). Il y avait cela et bien d'autres choses encore. Un océan de contradictions.

Le débat fut riche, mais inachevé. Et pour cause. La mort du vieux dictateur précipita les choses. Pour le mouvement libertaire, morcelé en tendances, foisonnant de groupes et sous-groupes, la reconstruction de la CNT devint une alternative, l'alternative. La majorité des libertaires se rallièrent à ce projet. Ils le firent peut-être à la va-vite, sans définir préalablement les contours de cette CNT en gestation, sans certitudes quant à la justesse théorique de l'anarcho-syndicalisme. Et la incohérence des premiers jours fut, certes, pour quelques chose dans l'éclatement ultérieur des contradictions. Pouvait-il en être autrement?

Dans ses premiers instants de liberté surveillée, la CNT fut accueillante. On y entra sans trop savoir. Elle était à la fois un gros groupuscule, un petit syndicat et une famille élargie. On y trouvait des anti-syndicalistes, des syndicalistes patentés, des activistes plus ou moins délirants, des anarchistes de la vieille école, des contre-culturels partagés entre un discours « désirant » et une volonté de pragmatisme social. Un sac de billes, en somme. Et qui pouvait s'en plaindre alors? Cette CNT se voulait accueillante et ne pouvait que l'être. La décantation se ferait naturellement par la suite et, avec elle, la clarification. Avant d'en arriver là, cependant, l'existence même de la CNT supposait une capacité d'accueil et une pratique quotidienne du respect de la différence.

Les premiers temps furent d'espoir, mais aussi de désillusions. Les regroupements régionaux n'allaient pas partout sans

(6) Je me verrais, par la force des choses, contraint de revenir, à maintes reprises, dans cet article, sur l'exil. Pour faciliter la compréhension, j'emploierai le terme générique de « CNT officielle » pour désigner la routinière et bureaucratique organisation exilée (dont l'organisme « dirigeant » — Secrétariat Intercontinental — a son siège à Toulouse) et celui de « Tendance Frente libertario » pour parler du secteur marginal de l'exil (celui-ci est néanmoins organisé et dispose d'une « Commission de relations » à Toulouse et Paris). Pour une idée des conflits récents de l'exil cénétiste, se reporter à l'article précédemment cité (voir note 1).

(5) Le petit pamphlet de l'ami Carlos Semprun Maura, *Ni Dios, ni amo, ni CNT*, illustre parfaitement cette thèse. Il fut publié à Paris, en 1975, par les éditions *Viejo Topo*. Dans une récente interview accordée à la revue contre-culturelle *Ajoblanco*, CSM — trois ans plus tard — ne varie pas d'un poil dans son analyse. Pour lui, au contraire, la situation actuelle de la CNT confirme ses prévisions quant à l'impossible reconstruction d'une CNT non bureaucratique et ses dires sur l'inviabilité de l'anarcho-syndicalisme. Il faut de la constance en toute chose...

problèmes. On sentait déjà pointer le vilain nez du sectarisme. Certains groupes refusant de se dissoudre, d'autres affichant des prétentions nettement exclusivistes, les choses n'allaient pas toujours pour le mieux. A Valence, par exemple, deux courants se dessinèrent et, curieusement, l'affrontement n'avait pas précisément comme fond une divergence idéologique. Il s'agissait plutôt, localement, d'une lutte de clans pour prendre, une parcelle de pouvoir. Derrière ces rivalités, on devinait une volonté de règlements de compte. Des comptes se rapportant, le plus souvent, à la période de clandestinité. Ici et là, les haines étaient vivaces. Elles prenaient parfois les formes de querelles purement personnelles. Elles étaient, en fait, les scories d'une époque pas si glorieuse qu'on aurait tendance à faire croire...

A l'intérieur de cette CNT en reconstruction, des signes annonciateurs de crises sont déjà perceptibles. La coexistence de courants divers — tous libertaires pourtant — ne se fait pas automatiquement partout. Elle aurait même tendance à se faire plutôt mal et, profitant de cette conflictivité, certains secteurs — plus habiles que d'autres dans l'art de la manipulation — s'évertuent à compliquer un peu plus une situation déjà complexe, en tentant de transposer — de façon extraordinairement artificielle, mais néanmoins planifiée — des problèmes de relations et de fonctionnement sur le terrain de l'affrontement idéologique. Alors, sans le moindre fondement, tel secteur se voit affublé de qualificatifs plus ou moins réjouissants (« réformiste », « possibiliste », « trentiste », « infiltré marxiste », « conseilliste », etc.) Ainsi se crée une véritable psychose du déviant. Elle se manifeste, en certains endroits, de façon sordide par des pratiques plus proches du gangstérisme et de la chasse aux sorcières que de l'esprit libertaire. Pour certains groupes, la fin en arrive à justifier les moyens. La fin, c'est un certain modèle (« idéal ») d'organisation. Pour l'atteindre, on ne recule devant rien. Tout est bon: les manipulations journalistiques de déclarations faites par d'anciens militants de retour au pays (comme Diego Abad de Santillan), l'épluchage policier du passé de tel membre de tel comité (passé le plus souvent inventé, comme de bien entendu, pour les effets de la cause), etc. Un climat assez particulier, en somme... Un drôle d'état d'esprit... Qu'y-a-t-il derrière tout cela? Qui est-il derrière tout cela? Difficile à dire avec exactitude. On saura plus tard — mais plus tard seulement — que déjà germait dans certaines têtes un vague projet d'organisation spécifique: une FAI pure et dure, démentiellement orthodoxe, convaincue de sa mission

purificatrice. Un discours pas tout à fait nouveau, d'ailleurs... Nous y reviendrons (7).

Consolidation des structures et contours de la CNT

C'est dans ce contexte que, tant bien que mal, la CNT reconstruite décidait de convoquer un Plénum national les 24 et 25 juillet 1976, à Madrid. Première tentative sérieuse de clarification interne et de consolidation organique, ce Plénum reste une date importante dans l'histoire de la récente CNT reconstruite. Les thèmes abordés sont divers (problèmes d'organisation, presse et éditions, défense confédérale, prisonniers, solidarité, relations extérieures, etc.). Le problème de l'exil était également à l'ordre du jour, problème épineux s'il en fût. Après débat, la CNT d'Espagne déclarait se sentir solidaire de la CNT en exil « entendant par là l'ensemble des compagnons » de l'extérieur, proposait l'incorporation au Comité National — à titre consultatif — de délégués de « chacun des deux groupes » de l'exil et invitait les deux tendances à chercher un terrain d'entente et d'unification (8). En outre, le Plénum considérait qu'il fallait accorder une priorité absolue à la consolidation des structures existantes et confirmait le « Secrétariat permanent » dans son rôle de coordination des activités à l'échelon national. La désignation du nouveau « Secrétariat perma-

(7) A peu près au même moment s'instaure une polémique sur l'opportunité de poursuivre la publication de la revue *Sindicalismo*, créée quelques mois avant la mort de Franco. L'hétérogénéité de la revue avait toujours posé problème comme, par ailleurs, le fait qu'elle ait été — dès le début — distribuée légalement. Les soupçonneurs ne tardèrent pas à pointer l'oreille... Il est difficile, à moins de faire preuve d'une mauvaise foi affirmée, de nier le rôle extrêmement positif que cette publication joua dans la première étape de reconstruction confédérale. Elle alla même jusqu'à favoriser localement des regroupements et servit d'organe d'expression à la CNT lorsque celle-ci ne disposait pas encore des siens propres. Subitement, cependant, comme conséquence d'une polémique ayant pour thème l'unité ou la pluralité syndicale, *Sindicalismo* traversa une situation de crise qui divisa les collaborateurs et entraîna sa disparition.

(8) L'exil fut doublement représenté à ce Plénum. Y assistèrent, en effet, une délégation de la « CNT officielle » et une autre de la tendance « Frente libertario ». Curieusement, cependant, la presse « officielle » de l'exil (*Espoir* et *le Combat syndicaliste*) ne souffla mot de la résolution du Plénum concernant l'exil et reconnaissant les deux secteurs à part égale. *Frente libertario* y consacra, par contre, un large espace dans son numéro de septembre 76...

ment » était confiée à la fédération locale de Madrid et devait être ratifiée lors d'un prochain Plénum, devant avoir lieu en septembre (9).

Dans l'intervalle, la CNT déclina une proposition d'entrevue du ministre des Relations syndicales et — au contraire des autres organisations syndicales encore illégales — refusa officiellement par là-même de s'associer à une quelconque refonte plus ou moins libérale du syndicat vertical.

Le 26 septembre 1976, la CNT reconstruite se réunissait donc, de nouveau, en Plénum. Les délégations présentes ratifièrent à l'unanimité la position adoptée par le « Secrétariat permanent » quant à l'invitation ministérielle. A l'ordre du jour de cette importante réunion, plusieurs points conflictuels, relatifs pour la plupart à la période de la clandestinité. Le problème du « cincopuntisme » (10) fut réglé par un accord laissant à cha-

(9) Il convient de signaler, à titre informatif, la curieuse manoeuvre mise sur pied par les inconditionnels de l'exil « officiel » à Madrid pour s'emparer, au lendemain du Plénum de juillet, du « Secrétariat permanent ». Habitué à pratiquer le putschisme, les infatigables manipulateurs organisèrent en plein mois d'août (au moment où Madrid était vidé de ses militants) une élection trafiquée et s'installèrent aux commandes du « Secrétariat permanent ». Hélas pour eux, la manoeuvre fut unanimement repoussée, l'élection reportée à septembre et les « élus » durent abandonner leurs sièges...

(10) Ce problème, déjà mentionné, échappe probablement au lecteur non familiarisé avec l'histoire de la CNT sous le franquisme. Cette appellation provient d'un contact établi, en 1965, à Madrid, entre quelques anciens membres de la CNT et des fonctionnaires verticalistes [rattachés au syndicat vertical, représenté par la CNS (Centrale Nationale-Syndicaliste), forme institutionnalisée de la primitive CONS (Centrale ouvrière nationale-syndicaliste) qui, créée par les phalangistes avant la guerre civile, se transforma, durant la guerre, par imitation des « Camere del lavoro » italienne (Fascio), en une sorte de corporativisme négateur de la lutte de classe et unificateur de patrons et ouvriers, prenant plus tard le nom d'Organisation Syndicale (OS)]. Considérant le caractère obligatoire de l'affiliation à ce système, imposé par les vainqueurs de la guerre civile, les anciens cénétistes en question crurent entrevoir la possibilité de gagner des positions à l'intérieur de l'appareil vertical pouvant assurer un futur développement de la CNT. Ces anciens cénétistes (Natividad Adalia, Eduardo de Guzman, Luis Orobón Fernandez, Enrique Marco, Lorenzo Iñigo, Manuel Fernandez, Gregorio Gallego, José Marin, Francisco Royano, José Espin Rey, Juan Ferrer Vilamada et Saturnino Carod) avaient, pourtant, pour la plupart, fait leurs preuves comme militants libertaires. Ils ne rencontrèrent, cependant, que très peu d'appuis pour leur tentative et se virent, au contraire, très justement critiqués, par l'exil en particulier, dont l'organisation rejeta unanimement le contact établi à Madrid. A ce moment-là, par

que syndicat entière liberté pour résoudre la question cas par cas. Sur les autres points débattus, les délégués accordaient:

1. d'adopter une stratégie de rupture tendant à démanteler l'organisation syndicale verticale (OS, ex-CNS);
2. de présenter aux autorités, en vue de légalisation de la CNT, les statuts qui ont toujours régi la Confédération et de n'accepter aucune « légalisation conditionnée »;
3. de défendre une conception syndicale libre et pluraliste en adaptant les structures aux « particularités » de chaque région;
4. d'accepter l'affiliation de tout travailleur « sans distinction d'idéologie ni de croyance », tout en confirmant l'impossibilité d'exercer des fonctions de représentation à tout membre de parti ou de secte;
5. de concentrer les efforts pour disposer, dans les délais les plus brefs, d'un organe national de presse (11).

ailleurs, l'unanimité de l'exil contre la tentative madrilène ne supposait pas, loin de là, une entente parfaite de toutes les tendances sur tous les points. Au contraire, des luttes sourdes et des querelles d'influence commençaient à se faire jour. Il y avait eu l'expérience ASO (Alliance syndicale ouvrière) qui, malgré quelques succès initiaux, eut des conséquences catastrophiques et conduisit, en fin de compte — sans aucun soutien des militants engagés dans l'expérience ASO, d'ailleurs — au pactisme incompréhensible du groupe madrilène. Les anciens membres de la CNT compromis dans cette sordide tentative de rapprochement avec les « libéraux » du verticalisme furent dès lors communément désignés du nom de « cincopuntistes », car l'accord en question — établi le 4 novembre 1965 — comprenait cinq points [1) syndicalisme unitaire; 2) indépendance vis-à-vis des partis et du gouvernement; 3) participation à la politique de développement économique; 4) droit de grève; 5) coopérativisme]. Ce pacte n'eut d'ailleurs aucune conséquence, si ce n'est celle d'avoir introduit dans la CNT de nouveaux germes de division. A l'heure de la reconstruction de la CNT, ces problèmes ne pouvaient manquer d'être soulevés. Ils le furent, souvent de façon intéressée, par des secteurs désireux de dissimuler leur propre impuissance et leurs lourdes erreurs sous une prétendue lutte contre les déviationnistes « cincopuntistes ». Personne, cependant, ne s'opposa à l'admission des survivants de l'expérience des « cinq points » de Madrid (plus nombreux, d'ailleurs, à Barcelone et dans d'autres localités qu'à Madrid même) et ceux qui le désirèrent — à de très rares exceptions près — purent réintégrer leur syndicat d'origine.

(11) Il n'est pas inutile de signaler, à ce propos, que la délégation de la tendance « Frente libertario » fit savoir au Plénum qu'à partir du moment où les instances représentatives de la CNT d'Espagne le jugeraient nécessaires, le mensuel *Frente libertario* cesserait sa parution à l'extérieur. Position conséquente puisque, quelques mois auparavant, au

Presqu'un an après la mort de Franco, l'Espagne avait déjà indéniablement bien changé. Même si les bureaucrates d'avant étaient restés en place. Même si les structures politiques n'avaient pratiquement pas bougé. Le changement était tout de même fulgurant. Ce fut la grande époque du marketing publicitaire des partis toujours « illégaux » mais plus clandestins. Sur le terrain syndical, la chasse aux adhérents était ouverte (12). Dans ces conditions, les perspectives de la CNT demeuraient minces. L'adversaire, multiple et organisé, bénéficiait dès lors de considérables appuis alors que la CNT ne pouvait compter que sur ses propres forces. La tâche allait être rude. La reconquête des anciennes positions de l'anarcho-syndicalisme dans la classe ouvrière n'allait pas de soi...

Pourtant — pourquoi le nier — ces premiers temps furent d'euphorie... Euphorie justifiée par le silence de la longue nuit de la clandestinité et de l'exil. Euphorie nécessaire comme libération des angoisses et des refoulements accumulés. Euphorie légitime, certes. Sur les murs, dans les tracts, sur les bulletins

cours d'une tournée d'information, une commission représentative de ce secteur avait fait savoir au Comité régional de Madrid (exerçant à cette époque les fonctions de Comité national provisoire) que sa position se résumait en deux points: a) à partir du moment où la CNT était reconstruite en Espagne, ce secteur ne reconnaissait que les instances qu'elle s'était librement choisies; b) dès qu'un Comité national représentatif serait élu, *Frente libertario* suspendrait sa publication.

(12) Si, dans le passé, le panorama syndical avait le bénéfice de la clarté — puisqu'il était constitué de deux blocs, la CNT et l'UGT —, la réalité est, aujourd'hui, plus complexe. On trouve, en effet, en plus de la CNT: 1) l'UGT, adhérente avant la guerre à la Fédération syndicale internationale, puis — depuis sa fondation — à la CIOSL (Confédération internationale des organisations syndicales libres); 2) les *Commissions ouvrières* (CO) appuyées par la FSM (Fédération syndicale mondiale), courroie de transmission du PCE; 3) l'USO (Union syndicale ouvrière), d'origine chrétienne, soutenue par la FITIM (Fédération internationale des travailleurs de l'industrie métallurgique) et d'autres secteurs professionnels internationaux — qui lui facilitèrent, comme à l'UGT, une aide financière non négligeable —, ainsi que par la CFDT française; 4) les *centrales « regionales »* STV (Solidarité de travailleurs basques), affiliée, comme l'UGT, à la CIOSL et en même temps, comme la SOC (Solidarité d'ouvriers de Catalogne), à la CMT (Confédération mondiale du travail), ex-CITL (Confédération internationale des travailleurs chrétiens); 5) enfin, les « *unitaires* » de service (maïstes et bolcheviques dissidents), longtemps intégrés aux Commissions ouvrières, dans l'espoir de déplacer la direction carrilliste, puis disposant de leurs respectives petites boutiques syndicales.

« syndicaux », dans les manifs de rue, l'euphorie battait son plein. Et bien sûr, elle signifiait simplisme, goût du spectacle, fuite devant les vrais problèmes, discours répétitifs, triomphalisme de bas étage. Et là encore, rien de plus normal. Une façon de s'affirmer, en somme. Sans nuances. Euphorie gênante, cependant. Indécente même. Cette euphorie — là fonctionnait comme une pompe d'évacuation, en remplaçant la lucidité par la confiance en un avenir radieux, en excluant le vrai débat au profit du discours traditionnel, en écrasant le présent et sa spécificité socio-économique sous le poids du passé mythique. A grands coups de slogans — inventifs certes —, on refaire les barricades, les collectivités, la colonne Durruti et le reste. Persistance du grand mythe. Représentation phantasmée d'une illusion stérilisante. Ambiguïté d'une époque où le radicalisme verbal détermine la justesse d'une idée, où le politique se présente comme une non-pensée, une façon de fermer les yeux pour ne pas voir cette réalité dérangeante et complexe, épuisante et démoralisatrice. Le mouvement libertaire renaissant — la CNT, surtout — eut tendance à penser qu'il suffisait de revenir les icônes et de proclamer sa pureté idéologique pour faire venir à lui — à elle — des masses désirantes d'auto-émancipation. Grossière et funeste erreur! Dans le reliquat de mémoire collective que le franquisme n'avait pas pu effacer, la CNT avait sa place, certes. Une place de choix. Le crédit de l'honnêteté. Cette place, c'était une chance de plus pour le mouvement, un filon exploitable. Utiliser ce crédit populaire — cette tradition — pour se pencher sur la réalité, si différente de celle que connaissent les grands-pères, pour définir de nouvelles formes d'intervention, pour intégrer au discours ancien des formulations plus modernes, pour dépoussiérer le langage, pour sur l'histoire d'aujourd'hui sans chercher dans un hier — parfois discutable, d'ailleurs — des formules et des solutions. Oui, la tâche était rude — qui oserait le nier —, mais le jeu en valait la chandelle.

Quels étaient, donc, en cette fin 1976, les contours de la CNT? Qu'y-avait-il derrière le sigle? Que représentait-elle? Ces questions, il faut bien se les poser et tenter d'y répondre. Les doutes relatifs à la nécessité de l'organisation rendent souvent difficile, pour ne pas dire impossible, la solution des problèmes organisationnels. Dire que le militant de la CNT ne connaît pas avec exactitude les motivations et les conséquences de son adhésion à l'anarcho-syndicalisme, relève de la plus évidente banalité. La reconstruction de la CNT résultait plus du volon-

tarisme que d'une quelconque réflexion débouchant sur l'ébauche d'un projet organisationnel conséquent. En se confondant avec le mouvement libertaire, en essayant de coller à toutes ses sensibilités, en ne délimitant que très élastiquement son territoire, la CNT se voulait, dans cette première étape, structure ouverte où chacun trouvait une justification à sa présence, sans pour autant se sentir solidaire d'une structure organisationnelle fonctionnant selon des critères bien précis. Et cela n'allait pas sans poser problème. La volonté d'ouverture signifiait aussi incapacité de se définir. Paradoxalement, on trouvait à l'intérieur de la CNT un fort pourcentage d'antisyndicalistes, extrêmement sensibilisés au discours ultra-gauche et, par là-même, fort critiques quant au devenir de l'anarcho-syndicalisme. D'autre part, la renaissance CNT se situait plus, extérieurement du moins, — par les thèmes le plus souvent abordés et les formulations employées — dans la sphère de l'anarchisme que dans celle de l'anarcho-syndicalisme. La lecture de la presse confédérale de cette période reste, à ce propos, extrêmement révélatrice. On y trouve plus de « pavés » idéologiques que d'analyses concrètes, plus de proclamations vengeresses que d'informations de luttes. La CNT, il est vrai, n'a été — à de très rares exceptions près — que peu présente dans les mobilisations de cette première année de l'après-franquisme. Peu implantée sur les lieux de production, elle ne pouvait prétendre jouer un rôle déterminant dans le déclenchement, l'organisation et la poursuite des luttes. Ce développement inégal de l'implantation se faisait également sentir, d'ailleurs, au niveau territorial. Si la CNT existait — au moins force potentielle — dans le Levant (Valence), dans le Centre (Madrid) et surtout en Catalogne (Barcelone), elle ne faisait que vivoter dans des régions d'implantation historique traditionnelle, comme l'Aragon et l'Andalousie, et avait les proportions d'un groupuscule dans le Nord (Santander), en Euzkadi, en Extrémadure, en Galice et en Rioja. Cette faible implantation est le plus souvent comblée par le dynamisme et l'activisme des nouveaux cénétistes. Ceux-ci, très jeunes pour la plupart (la moyenne d'âge est bien inférieure à la trentaine), sont mobilisables à tout moment. Entre eux et les « vieux » (ceux de '36), la génération des 30-50 ans est presque totalement absente, et la traduction politique de cette rupture générationnelle est évidente. Pas de conflit de génération à proprement parler, mais de notoires différences de comportement, d'analyses, de sensibilités. L'absence de génération-tampon se déjà déjà lourde-

ment sentir. Pour nombre de jeunes cénétistes, l'organisation n'est pas conçue dans des termes très différents de celle de la clandestinité (groupes fermés). Les données politiques n'étant pourtant plus les mêmes (et pour cause!), le passage de la clandestinité à l'existence tolérée supposerait, bien entendu, une nouvelle perception du concept d'organisation, tant dans la forme que dans le contenu. Une autre conception du rôle de l'organisation et, surtout, de nouvelles pratiques militantes. L'évolution, cependant, se fait très lentement et il n'est pas rare de voir de petits syndicats fonctionner sur le mode du groupe d'affinité, selon des critères de sélectivité extrêmement rigides et sur une base idéologique dogmatique. La conséquence directe de cette rigidité fonctionnelle est immédiatement vérifiable: les syndicats stagnent et ne se développent qu'à condition de savoir faire preuve de souplesse et d'ouvrir leurs portes. Là encore, la faible influence sociale découle de ces erreurs qui, elles-mêmes, résultent d'une profonde incompréhension du rôle et des fonctions de l'organisation syndicale et d'une méconnaissance générale des fondements théoriques de l'anarcho-syndicalisme. Dans la tête des cénétistes de formation récente, la CNT fonctionne plus — il n'est pas de trop de le répéter — comme organisation spécifique que syndicale. Refaire la CNT, c'était plus, dans un premier temps, manifester la volonté de se réapproprié un sigle et une histoire que forger un instrument d'intervention libertaire bien particulier. L'absence de formation syndicale se fait, dès les premiers instants, fortement sentir. Elle s'accompagne le plus souvent d'une méconnaissance presque absolue de l'histoire de mouvement ouvrier en général et du mouvement libertaire en particulier. Pour s'en rendre compte, il suffit, là encore, de se rapporter à la production théorique de la renaissance CNT (bulletins et publications diverses). Le rabâchage et la déclamation dissimulent difficilement ces lacunes (13).

(13) Ces observations brossent un tableau quelque peu sévère de cette nouvelle CNT. Peut-être. Il ne faut pourtant pas y déceler un goût morbide pour la critique systématique et méprisante. Je laisse volontiers ces « jouissances » intellectuelles à d'autres. Le refus de valider l'esprit de propagande (le « tout-va-bien ») et l'esprit de système (le « tout-va-mal-et-c'était-prévu ») suppose une information réelle — ni noircie, ni phantasmée —, tenant compte des hauts et des bas, des échecs et des succès. En ces premiers temps de renouveau libertaire, des symptômes sont déjà perceptibles. La CNT se trouve déjà à la croisée des chemins: elle peut choisir de se développer quantitativement

Le premier Comité National — représentatif et régulièrement éludé la CNT reconstruire lui conféra, indiscutablement, une marque de sérieux. Il était composé de militants de valeur, supposés — qui plus est — indépendants de telle ou telle tendance (14). Sa première tâche fut de dynamiser, à travers ses traditionnelles publications, la presse confédérale particulièrement défaillance jusqu'alors. La région catalane fut chargée de la confection de *Solidaridad Obrera* et la région Centre (Madrid) de celle de *Castilla libre*, organe régional, et — sous la responsabilité du Comité National — de *C.N.T.*, organe national de la Confédération. Cet effort de dynamisation de la presse fut accompagné d'une campagne internationale, marquée par un appel — pathétique et quelque peu grandiloquent, mais très significatif de l'état d'esprit de la militance cénétiste — aux « militants émigrés et anarcho-syndicalistes du monde », dans lequel on pouvait lire :

« La publication de notre organe *C.N.T.* marque un point fort dans cette tentative de rapprochement entre les militants infatigablement présents dans tant de batailles sociales et les jeunes qui grossissent aujourd'hui nos syndicats et fédérations...

Nous faisons donc, en cette occasion historique, un appel à la solidarité internationale des anarcho-syndicalistes, des travailleurs révolutionnaires, des mouvements libertaires du monde entier pour qu'ils nous aident à irradier notre

et qualitativement en précisant son caractère anarcho-syndicaliste ou de se réduire, lentement mais sûrement, jusqu'à devenir un gros groupuscule plus ou moins radicalisé, en se refermant sur un anarchisme sélectif. Ce choix simple est pourtant difficile à assumer, car le problème — le seul vrai problème au demeurant — est celui de l'impuissance syndicale ou, plutôt, la difficulté d'une organisation libertaire, à vocation et définition syndicales, à se penser, à agir et à fonctionner comme syndicat révolutionnaire. Les causes de cette impuissance sont indiscutablement multiples.

(14) Juan Gomez Casas, premier secrétaire général de la CNT, n'était pas précisément un inconnu parmi les militants espagnols. Son activité clandestine, les longues années de prison, mais surtout son livre *Historia del anarcosindicalismo español*, édité pour la première fois en 1968 à Madrid (ce qui lui valut des critiques de la part de certains bigots soupçonneux, confortablement installés hors des frontières !) lui avaient permis d'acquérir la confiance de nombreux secteurs de l'organisation.

Le premier Comité national comprenait quatre membres, en plus du secrétaire général: Pedro Barrios (trésorerie), José Maria Elizalde (rel. ert.), Angel D. Regalado (organisation), José Bondia (presse).

presse confédérale, en cette première étape, précaire en moyens et organisation, mais riche en volontés et efforts. Nous pensons avec une particulière émotion aux militants de la CNT que l'exil dispersa, à tous ceux qui surent maintenir bien haut le flambeau révolutionnaire de la CNT dans les années les plus difficiles, par leurs sacrifices et leurs efforts. Nous pensons à tout ceux — sans distinction qui se trouvent encore hors d'Espagne et nous leur disons: compagnons, votre travail a porté ses fruits! ».

Le courant passa. Cet appel réveilla pas bien sûr, comme d'aucuns naïfs voulurent le croire, la conscience universelle, mais il mobilisa indéniablement ici et là les affinités libertaires et créa un mouvement de solidarité envers la CNT d'Espagne. Le mouvement libertaire ne disposant pas, hélas, de grandes capacités financières, le résultat ne fut pas extraordinaire. Mais il fut. Grâce aux efforts et aux marques de solidarité des libertaires d'Italie (où le « Comitato Spagna libertaria » avait déjà prévu cette éventualité et s'était occupé, avec une grande assiduité, de recueillir quelques fonds à cet effet), grâce aux anarcho-syndicalistes de la SAC suédoise, grâce aux compagnons américains, français et à bien d'autres encore, la CNT se trouva en condition de relancer son organe national. Sans cette aide, il est aujourd'hui acquis qu'en cette première étape, l'organisation espagnole aurait eu beaucoup de difficultés à mener — seule — ce projet à son terme.

A la fin de cette année 76 — riche en événements —, la CNT en est encore à ses premiers pas. Elle connaît aussi ses premières crises. Celles-ci ne feront que se préciser jusqu'à monopoliser la vie interne de l'organisation. Pour les comprendre, il est difficile d'échapper à la chronologie.

Vive la CNT! ... mais laquelle?

Au début de 1977, on note certains progrès dans le fonctionnement interne. La CNT commence à disposer d'une infrastructure non négligeable (ouverture de locaux un peu partout) quoique minime par rapport aux autres centrales syndicales. Malgré tout, cependant, les perspectives de développement sont énormes. Le syndicalisme réformiste, représenté par des organisations bénéficiant jusqu'à maintenant d'une image de marque acquise sous le franquisme, montre sa vraie nature. Une tendance — diffuse — à l'autonomie ouvrière est perceptible à travers les conflits les plus récents, conflits qui échappent

souvent à l'emprise de l'UGT et des Commissions ouvrières. La crise économique frappe une classe ouvrière pas encore domestiquée par le réformisme, non encore contrôlée par les appareils syndicaux, ouverte à toute alternative d'organisation garantissant son autonomie de classe. Autant d'éléments favorables pour la CNT. Celle-ci semble cependant incapable de saisir sa chance.

Le folklore abonde. Surtout dans le creuset catalan. Là, l'organisation avait pourtant réussi à se donner, en décembre 1976, un Comité régional relativement représentatif des différents courants existant en son sein. Les luttes d'influence ne cessèrent pas pour autant, chaque tendance voulant une CNT à son image. Il sembla, un temps, lors du conflit de Roca (15), que la conflictivité interne allait céder le pas et que la CNT allait enfin pouvoir vérifier, concrètement, ses capacités de mobilisation. Rien n'y fit. Ces combats douteux passaient avant toute chose. Chaque tendance accusait l'autre de tous les maux, inventait des stratégies souterraines devant mener à la prise de tel ou tel comité. Une véritable guérilla faite de coups bas et de violences verbales. Contre la volonté de larges secteurs de la base, la CNT était en train de se transformer en foire d'empoigne. En voulant la guérir de tant de maux imaginaires, ses médecins — opposés sur les remèdes à appliquer — étaient en train de l'achever.

(15) Ce conflit toucha environ trois mille travailleurs de l'entreprise « Radiadores Roca », de Gava (Barcelone) et fut motivé par le licenciement des délégués du personnel, élus en assemblée. Il dura plus de deux mois et s'effilochea peu à peu, faute d'appuis extérieurs. Le grand mérite de la CNT en cette lutte — non déclarée par elle, mais par les travailleurs eux-mêmes — fut d'avoir mis tous les moyens (pauvres, au demeurant) dont elle disposait au service des travailleurs en lutte. La CNT fit preuve, à l'occasion de ce conflit, d'une solidarité totalement désintéressée. Son attitude tranchait avec celle des centrales réformistes, incapables de se mobiliser pour défendre, dans l'entreprise, le droit élémentaire des travailleurs d'élire leurs propres délégués. Effrayés par le caractère autonome et radical de cette lutte, les réformistes préférèrent voir venir. Roca dut donc compter sur ses propres forces. L'aide de la CNT fut plus qu'appréciable, mais les militants anarcho-sindicalistes commirent l'erreur de penser qu'il suffisait de faire appel à la solidarité ouvrière pour la trouver. Pour cela, il fallait disposer d'une organisation structurée et capable de se mouvoir sur le terrain glissant des repartitions syndicales internationales.

La CNT n'en était pas encore là...

FAI et volonté de pouvoir

Le 30 janvier 1977, la police interpellait une cinquantaine de personnes, réunies dans un gar de Barcelone, et les accusait de tentative de reconstitution de la Fédération anarchiste ibérique (FAI). A partir de ce moment-là, la situation va en se compliquant. Deux membres du Comité régional de Catalogne, le secrétaire général et le trésorier, alors absents de Barcelone pour assister à la Conférence du M.L.E. (secteur « Frente libertario »), célébrée à Narbonne (France), se trouvèrent, dès leur retour à Barcelone, confrontés à cette étrange situation. Les communiqués de presse reprenaient la thèse de la police et — à la vérité — la CNT ne savait trop ni que penser, ni quoi faire. Le Comité régional résolut donc de se tirer tant bien que mal de cette affaire qui — nous le verrons — devait provoquer d'énormes tensions parmi la base confédérale.

Quelques jours plus tard, après de multiples et laborieuses interventions de la CNT, une partie des dits « faïstes » interpellés étaient remis en liberté, parmi lesquels bon nombre d'Espagnols résidant en France et quelques étrangers (16). D'autres entrèrent à la prison Modelo (Barcelone), bientôt rejoints par d'autres camarades provenant de Murcie, de Malaga et d'autres villes, sur lesquels pesaient les mêmes accusations policières. Les faits sont là...

S'agissait-il réellement d'une tentative de reconstitution de la FAI? Nul ne pouvait alors le dire avec certitude. Personne ne revendiqua la paternité « faïste » de la réunion et — une fois de plus — la CNT dut assumer seule la défense des emprisonnés. Et la chose n'était pas des plus simples puisque — totalement ignorante de la tenue de cette réunion — la CNT fut la première surprise de cette incompréhensible opération. Néanmoins, elle parvint rapidement à mettre un frein à la campagne policière et dénonça la thèse policière en niant purement et simplement l'existence d'une quelconque FAI. La solidarité n'étant pas toujours entendue de la même façon par

(16) Comme Umberto Marzocchi, vieux militant de la FAI italienne et responsable de la CRIFA (Commission de relation de l'Internationale des fédérations anarchistes). Il est peu probable que Marzocchi ait été au fait des nuances et des sensibilités qui composaient le rennaissant mouvement libertaire espagnol et, par là-même, des manipulations orchestrées depuis l'exil pour imposer la prédominance d'une tendance sur toutes les autres. Seule cette « désinformation » peut expliquer sa présence à une réunion particulièrement partisane.

tout le monde, des critiques sur le « manque d'énergie » de la CNT en la circonstance ne tardèrent pas à se faire sentir. Celles-ci provenaient bien sûr du secteur plus ou moins lié à cette opération. Elles qualifiaient parfaitement une certaine conception pratique et dissimulaient à peine une volonté de pouvoir.

FAI ou pas FAI, là n'était pas l'important. Les militants ne se trompèrent pas. Cette réunion fut perçue comme le point fort d'une série de tentatives avortées, clairement planifiées depuis le secteur « officiel » de l'exil, dont le but — avoué, par ailleurs — était de prendre possession des comités de la Confédération et d'en écarter les tendances risquant de compromettre l'essence « anarchiste » de la CNT, telle qu'elle était conçue dans la tête des orthodoxes. L'identité des réunis laissait peu de place au doute quant à l'objectif de la réunion. Les déclarations de la CNT pouvaient faire diversion à l'extérieur du cadre de l'organisation; à l'intérieur, personne ne pouvait s'y laisser prendre.

Aujourd'hui, plusieurs observations s'imposent. En la circonstance, la CNT se serait très bien passée des complications occasionnées par l'opération « faïste ». En niant l'existence de la FAI, elle cherchait à alléger les accusations pesant sur les emprisonnés, mais se plaçait dans une situation difficile. Avec ou sans FAI, les « faïstes » existaient (17). Pourquoi, alors, le nier avec véhémence? Dans l'ensemble, la base accusa assez mal le coup. En se solidarisant avec les emprisonnées, elle tombait dans la manipulation « faïste ». Comment, cependant, aurait-elle pu adopter une autre attitude? Le vieux réflexe de la solidarité libertaire face aux tracasseries policières joua une fois

(17) Le secrétaire de propagande du Comité régional de Catalogne déclarait le 16 février à *Interviú*: « Les militants arrêtés n'appartiennent pas à la FAI pour la simple raison que la FAI n'existe pas aujourd'hui ». Dix jours plus tard, le 26 février, Juan Gomez Casas, secrétaire général de la CNT, déclarait à un journaliste de *Opinion*: « La CNT, par son caractère anarchiste, n'a besoin d'aucun gendarme ou organisation parallèle ». Au même moment, cependant, en février, F. Montseny se répandait en déclarations diverses d'une toute autre teneur. Dans une interview accordée à Ramon Pi, journaliste de *Actualidad española*, elle assurait que « la FAI était actuellement en cours de reconstruction ». Dans un entretien avec J.M. Gironis, journaliste de *Opinion*, alors que ce dernier lui signalait que, d'après les déclarations de responsables de la CNT, « la FAI n'existait pas », elle se crut obligée de répondre: « Elle n'existe pas, mais elle est en train de se réorganiser; à l'heure actuelle, des groupes autonomes tentent de reconstruire la FAI... » Pour être curieuse, la contradiction n'en est pas moins révélatrice...

de plus. Les critiques n'en demeurèrent pas moins vivaces. Pourquoi les « faïstes » clandestins n'avaient pas saisi l'occasion pour se revendiquer comme tels? Peut-être préféraient-ils se présenter devant une base stupéfaite et manipulée comme les pires ennemis du pouvoir et profiter de leur situation de nouveaux martyrs pour mener leurs projets à terme? Questions sans réponses, mais dorénavant posées...

Premières sorties de la CNT ou la volonté de quitter le ghetto...

Sur une proposition du Comité régional de Catalogne, le Comité national de la CNT décidait, le 19 février 1977, de se présenter à l'opinion publique par le biais d'une conférence de presse, organisée à Madrid. Premier signe d'une volonté avouée de sortir du ghetto pour s'ouvrir vers l'extérieur, cette conférence de presse n'atteignit que partiellement ses objectifs. La presse n'y assista pas en grand nombre, mais les principaux journaux étaient là. La conférence aborda principalement les points suivants:

1. la CNT comptait bien, comme par le passé, continuer de refuser la professionnalisation de l'organisation, en renouvelant périodiquement les postes de responsabilité, ceux-ci n'étant pas, par ailleurs, rétribués pour éviter l'installation à la tête de l'organisation d'une bureaucratie de permanents;
2. la CNT préparait une remise à jour de ses statuts afin de pouvoir bénéficier des avantages d'une reconnaissance légale;
3. la CNT revendiquait la liberté syndicale face aux manœuvres pseudo-unitaires tendant à prolonger le « verticalisme » sous une autre forme;
4. la CNT proposait l'alternative autogestionnaire et le communisme libertaire, qu'elle entendait comme une articulation socialiste de la société, à partir du bas, à partir des assemblées de travailleurs;
5. la CNT lutterait pour obtenir la liquidation totale de la CNS (syndicat vertical) et s'opposerait aux élections dites « syndicales ».

Le Comité national profita de l'occasion pour faire quelques mises au point. La violence minoritaire fut, par exemple, vivement critiquée (« ces conséquences seraient capitalisées par une extrême-droite désireuse de rétablir la dictature », déclara le secrétaire général). Quant au nombre d'affiliés, le CN, criti-

quant au passage les absurdes manipulations de chiffres des diverses centrales, avança celui de 20.000 militants, la plupart âgés de moins de trente ans. Enfin, il annonça l'intention de la CNT d'organiser son premier meeting d'affirmation anarcho-syndicaliste au mois de mars, à San-Sebastian-de-los-Reyes (Madrid).

La CNT tentait indéniablement de donner une certaine image cohérente d'elle-même. Par là, elle cherchait aussi à créer une dynamique interne et espérait mettre provisoirement terme aux luttes de tendances et aux diverses rivalités qui se manifestaient en son sein. A l'évidence, l'objectif ne fut pas atteint complètement (18), mais — l'espace d'un temps — il sembla que cette ouverture vers l'extérieur mobilisait les énergies militantes vers des terrains moins embourbés.

Le 27 mars 1977, alors que personne n'osait encore y croire, la CNT remplit les arènes de San-Sebastian-de-los-Reyes, près de Madrid. Tout y était: le nombre (25.000 personnes environ), la joie sur les visages, les drapeaux ondoyant au vent, les re-

(18) Peu après la conférence de presse, le Comité national tint une réunion plénière (réunion à laquelle assistent le Secrétariat permanent et les secrétaires des différents comités régionaux de la Confédération). Plusieurs thèmes étaient à l'ordre du jour: état de la CNT, situation politico-sociale, problème de la mise à jour des statuts et préparation du meeting de San-Sebastian-de-los-Reyes. Un autre point de la discussion avait trait à l'exil. Il mérite qu'on s'y arrête.

Un des « groupes » de l'exil — le secteur « Frente libertario » — s'était réuni en janvier, comme il a été signalé plus haut, à Narbonne (France), en présence de deux membres du CR de Catalogne. Cette Conférence fut importante puisqu'elle prononçait l'auto-dissolution de « Frente libertario » et l'intégration de ce secteur à la CNT d'Espagne, moyennant l'affiliation directe des militants à leurs différentes régions d'origine et l'envoi des cotisations au Comité national. Ces décisions, exemplaires dans leur volonté de mettre un terme à l'une des plus tristes étapes de la récente histoire du mouvement, signifiaient la fin historique de l'exil. La motion adoptée signalait, en effet, que « *tout organisme extérieur au territoire espagnol prétendant, à partir de maintenant, s'intituler CNT résulterait apocryphe et sans raison d'être* », et concluait en ces termes: « *cette décision correspond à la nécessité élémentaire de renforcer nos positions à l'intérieur, en éliminant toute espèce de dualisme pouvant porter préjudice au développement et à l'action... Nous maintenons, cependant, les bases essentielles du fédéralisme et réaffirmons le droit de tout militant ou groupe d'analyser et de discuter les actes et trajectoire de notre organisation...* ».

La réunion plénière en question se montra, cependant, au-dessous de tout en ne sachant pas saisir l'occasion pour liquider le problème de l'exil. Elle en avait pourtant la possibilité, mais — par ignorance ou soumis à d'occultes manipulations — le Comité national ne sut pas

trouvailles des grand-pères et des petits-fils, la fête, le soleil, mais aussi les slogans, les discours grandiloquents, les certitudes et les mythes. Un condensé des grandeurs et des misères du mouvement... Et puis vint le meeting de Valence (19), en mai de la même année: un « remake » un plus traditionnel, un peu moins ludique, mais une confirmation en tout cas de la capacité de mobilisation de la CNT... Puis, en juillet, tous les espoirs furent comblés. A Montjuich (Barcelone), d'abord, lors du grand meeting (environ 150.000 personnes). Lors de cette Semaine libertaire, ensuite, tant vantée, tant décriée, si contradictoire. Dans cette Barcelone, chère au cœur des libertaires du monde entier, dans cette Catalogne légendaire et « orwellienne » se rendirent en pèlerinage les libertaires de tous les coins d'Europe pour voir de leurs propres yeux l'accouchement d'une espérance. Un « mai 68 » bien à eux! Un mélange détonnant. Une apogée. Et, là encore, l'indiscutable confirmation d'une force. Du moins le pensèrent-ils... (20).

Il faut, cependant, faire la part des choses et reconnaître que les grandes mobilisations de l'année 77 eurent une double signification. *Symboliquement*, elles avaient une valeur sécurisante. La CNT n'était pas encore une organisation de masse, mais elle cessait, lors de ces démonstrations publiques, d'appa-

tenir compte de cette volonté manifestée par l'un des deux secteurs et n'accepta pas l'affiliation directe. Il préféra « laisser faire le temps », incapable qu'il était de procéder à une profonde remise en cause de cette CNT en exil, enfermée dans une dialectique de l'exclusion, inerte mais vigilantes des tables de Loi, jalouse de sa pauvre « représentativité ». Le Comité national ne trouva rien de mieux à faire que de légitimer cet anachronisme vivant que représentait, dès lors, cette machine enrayée. Il fallait avoir la vue bien courte. Il l'eut. Les erreurs se payent, parfois lourdement...

(19) Pour mémoire, il est bon de rappeler qu'entre le meeting de Madrid et celui de Valence, la CNT obtint sa légalisation.

(20) Contrairement à ce qu'on pourrait penser, l'organisation de la semaine libertaire de Barcelone n'a pas été prise en charge par la totalité des syndicats de la CNT. Ceux-ci, au contraire, n'ont participé que très modérément — et parfois pas du tout — à la préparation du grand rassemblement de l'été 77. L'initiative de cette fête, il est vrai, était venue de *Ajoblanco*, revue contre-culturelle d'expression libertaire, et non de la CNT. Appuyée par le Comité régional alors en fonction (appui qui, par la suite, occasionna de nombreuses polémiques, le CR n'ayant pas demandé l'avis de la base), l'initiative de *Ajoblanco* ne provoqua pas l'enthousiasme de l'ensemble des militants cénétistes, souvent plus sensibilisés à la lutte de classes qu'au « quotidienisme » de la contre-culture.

raître comme un groupuscule. Les militants en prirent conscience pour la première fois et ils n'en étaient pas les moins surpris. Pour de multiples raisons, relevant à la fois du souvenir, de la curiosité, mais aussi de l'originalité que représente la CNT dans la panorama politico-syndical de l'Espagne de aujourd'hui, ces mobilisations furent les points forts d'une année d'intenses efforts militants. A travers elles, la CNT — plus ou moins ignorée jusqu'alors par les médias — acquit une place spécifique dans l'échiquier des forces syndicales. Par elles, la CNT eut droit à la consécration et devint une espèce de nébuleuse, certes difficile à cerner (on le comprend!), mais pesant ou pouvant peser d'un poids non négligeable dans la modification du tissu social. Elle était différente, hétérogène, contradictoire au possible, mais elle commençait à exister de nouveau, non plus par rapport à son passé, mais comme alternative et mouvement social du moment. Telle fut la première signification des grands rassemblements libertaires de cette année 77.

Pratiquement, cependant, ceux-ci n'avaient qu'une valeur indicative quant à la profondeur du phénomène anarcho-syndicaliste et ne pouvaient, par conséquent, pas être perçus comme autant de preuves de l'implantation nouvelle et de la popularité de la CNT. C'était réduire la nécessaire volonté d'analyse au grotesque triomphalisme qui s'étalait dans les pages de certaines publications du mouvement. C'était prendre ses désirs pour des réalités, en ignorant cependant certains aspects bien significatifs de la réalité du mouvement espagnol. C'était, encore une fois, remplacer la lucidité par le discours complaisant et inébranlable optimiste. C'était aussi faire preuve d'une sidérante courte vue, car ces rassemblements — et particulièrement celui de Barcelone — démontraient pratiquement les fantastiques incohérences du mouvement libertaire et, surtout, les difficiles problèmes que la CNT aurait à résoudre pour ne pas périr, les nombreuses contradictions qu'elle allait devoir dépasser pour commencer à exister réellement, au-delà des arènes et des slogans, dans l'ingratitude du quotidien (21). Il

(21) Pour un compte rendu, partiel mais intéressant, de la Semaine libertaire de Barcelone, se rapporter au n. 25 (septembre 1977) de *Ajoblanco*.

Paradoxalement, la Semaine libertaire freina, plus qu'elle n'accéléra, le développement de la CNT. En insistant démesurément — et de façon intéressée — sur son aspect folklorique et outrancièrement spontaniste,

eût été démoralisateur de le dire alors; c'est vrai... Ce ravissement qui éclairait le visage des libertaires d'Espagne et de ailleurs, lors des grands rassemblements de l'année 77, c'était en quelque sorte l'esprit de famille...

Nouveau plénum et persistance des luttes internes

Un nouveau plénum de la CNT fut convoqué les 3 et 4 septembre 1977, à Madrid. L'ordre du jour était particulièrement copieux puisqu'ils comprenait, en plus des points relatifs à la information du Comité national et aux problèmes de fonctionnement interne, les thèmes de discussion suivants:

1. étude de la situation de l'organisation dans le contexte national (action syndicale dans l'entreprise, patrimoine confédéral, pacte social, pluralité ou unité syndicale, nationalités et double appartenance);
2. presse et propagande;
3. cotisations syndicales;
4. fédérations d'industrie;
5. articulation CNT/mouvement libertaire (« ateneos », groupes de quartier, organisation de jeunesse, étudiants, organisation spécifique, etc.);
6. problème de l'exil (proposition de Narbonne, etc.);
7. opportunité de la célébration d'un congrès national;
8. questions diverses.

L'ordre du jour était probablement trop ambitieux pour permettre à toutes les délégations de s'exprimer pleinement en deux jours de réunion. Certains thèmes furent, en conséquence, bâclés au profit d'autres. En ce qui nous concerne, cependant, il semble intéressant de retenir la motion relative à la action syndicale dans l'entreprise, celle-ci définissant les grandes lignes d'une stratégie d'intervention sur les lieux de production. Après avoir manifesté son refus des dites élections « syndicales » (22), la CNT définit l'action syndicales dans les termes suivants:

la grande presse déforma un peu plus l'image de la CNT. Cela dit, il est certain que la Semaine libertaire offrit un tableau parfaitement réaliste des multiples contradictions de l'aire libertaire, dont la CNT n'était qu'une composante.

(22) Pour faciliter la compréhension, il est bon de signaler que le terme « élections syndicales » provient du jargon verticalo-franquiste et correspond simplement à la désignation de délégués du personnel ou de représentants aux comités d'entreprises.

« La CNT considère que l'assemblée des travailleurs est le seul organisme souverain, c'est-à-dire celui qui est habilité à prendre les décisions. Notre alternative tend à renforcer, sans craintes ni réserves d'aucune sorte, la coordination de tous les travailleurs. Cette coordination doit partir des assemblées de section, de chantier, d'atelier, d'usine, de secteur, de zone, etc. qui désigneront un ou deux camarades qui, mis en relation à leur tout avec d'autres camarades, élus eux-aussi en assemblées de section, etc. formeront une Coordination de délégués, organisme d'unité d'action, qui confèrera à l'organisation des travailleurs plus d'efficacité dans la lutte et lui permettra de résoudre ses problèmes... Le syndicalisme révolutionnaire doit signifier entraide et solidarité, et non méditation... Les comités confédéraux d'atelier et de section seront à tout moment attentifs et veilleront à la mise pratique de cette méthodologie... ».

Le caractère « assembléiste » de cette motion n'échappera à personne. Elle se situe plus, en effet, dans une trajectoire néocénétiste que dans une optique purement syndicaliste et témoigne, par là-même, des préoccupations d'insertion ouvrière de cette nouvelle CNT.

Le plénum, néanmoins, fut dans l'ensemble assez décevant. Il ne parvint pas à profiter de l'opportunité offerte par la présence de délégations de toutes les régions et des deux « groupes » de l'exil pour réaliser un examen sérieux des crises internes qui agitaient l'organisation et présenter des alternatives susceptibles de modifier les choses. Il préféra louvoyer et faire comme si tout allait pour le mieux, en minimisant les véritables dimensions du problème. De la même façon, le plénum n'apporta rien de nouveau, rien de bien original en tout cas, sur des questions relatives tant à la situation politico-économique qu'à l'articulation CNT/Mouvement libertaire. On préféra rester dans le vague (23). En conséquence, rien de bien transcendant.

(23) Ce plénum se pencha une fois de plus sur la question de l'exil et, une fois de plus, il ne chercha pas vraiment à la résoudre, préférant fuir le problème et, moyennant une motion de rigueur, attendre une autre occasion. La motion en question stipulait donc: « Pour être membre de la CNT d'Espagne, il faut vivre et travailler en Espagne. La CNT d'Espagne accepte la collaboration des camarades exilés, mais elle leur recommande, eu égard aux positions internationalistes de l'anarcho-syndicalisme, de s'affilier ou de créer des sections de l'AIT dans les pays où ils vivent et travaillent. Les problèmes de l'exil et

Rien qui pouvait justifier surtout, comme ce fut le cas, l'édition d'un supplément de « C.N.T. », spécialement consacré au plénum de septembre 77 et aux résolutions adoptées... Il reste que, lors de ce plénum, le Comité national, après un décompte par région organisée, avança le chiffre de 120.000 adhérents à la CNT.

Concrètement, le plénum amplifia la crise interne plutôt qu'il ne la résolut. Par son caractère irrévocable, la démission — logique et justifiée, d'ailleurs — du Secrétariat permanent eut, en effet, comme conséquence d'ouvrir une véritable course au pouvoir. Oubliant que ce secrétariat n'avait, dans une organisation libertaire de type fédéraliste, qu'une fonction de coordination, les tendances commencèrent à se livrer à un chassé-croisé de manoeuvres et de contre-manoevres pour se placer en tête de liste, confondant la CNT avec un quelconque parti et le Secrétariat permanent avec un comité central à vocation exécutive. Plusieurs délégations, conscientes du problème, avaient tenté, lors du plénum, de faire revenir le précédent Secrétariat permanent sur sa décision et de le convaincre de se maintenir quelque temps encore en fonction. Malgré ses faiblesses, en effet, celui-ci avait plus ou moins su se maintenir au-dessus des tendances et garder son image d'indépendance. Mais rien n'y fit. Le Secrétariat permanent maintint sa décision et la région Centre fut chargée de désigner le nouveau Secrétariat. Ce fut précisément là que la lutte se déroula avec la plus grande âpreté et, plus particulièrement, à Madrid. Elle dura huit long mois. Qui aurait pu le dire! Huit mois insupportables, pendant lesquels l'organisation, perdant toute crédibilité, fut incapable de maintenir le cap et assista, impuissante, au départ de nombreux militants, écoeurés par le triste spectacle qui se déroulait devant leurs yeux.

Prisonnière de ses problèmes domestiques, la CNT s'avèrait, à Madrid surtout, incapable de promouvoir un véritable mouvement de résistance au Pacte de la Moncloa, accord de paix sociale établi entre « l'opposition », le patronat et le gouvernement et ratifié par les centrales réformistes (24). La situation

de l'émigration doivent, en tout cas, être résolus par les intéressés eux-mêmes, en évitant toute interférence, d'un côté comme de l'autre... ». Vaines palabres, en somme.

(24) Le Pacte de la Moncloa laissait les mains libres au patronat puisque les « interlocuteurs valables » (partis d'opposition et centrales réformistes) se chargeaient de freiner les aspirations revendicatives de la classe ouvrière.

aurait pourtant exigé une mobilisation effective de la CNT, d'autant que s'ouvrait alors une période d'élections « syndicales » (25).

A la fin de l'année 1977, il n'y avait donc guère qu'en Catalogne où la CNT pouvait prétendre à une existence réelle. Là, elle s'était faite remarquer dans des mouvements importants comme celui des dockers de Barcelone et, surtout, celui des pompistes, qui se solda par une véritable victoire et provoqua un développement numérique important de la CNT, lui permettant d'atteindre le chiffre de 70.000 adhérents, regroupés en 70 fédérations locales et disposant d'un organe de presse régulier, *Solidaridad Obrera*. Ailleurs, cependant, il y avait encore beaucoup de progrès à faire...

Quelques données en vrac...

A cette époque, la CNT présente les contours suivants (26):

- Dans le Nord (Santander), un millier d'adhérents, regroupés en quatre fédérations locales.
- Dans le Centre (Madrid), 7000 militants, regroupés en 29 fédérations locales, disposant d'un organe de presse régional: *Castilla libre*.
- En Euzkadi, 2000 adhérents environ, avec *Euzkadi Confe-deral* comme publication.
- En Extrémadure, un millier d'adhérents et cinq fédérations locales.
- En Galice, un millier d'adhérents et huit fédérations locales.
- En Murcie, 2000 adhérents, douze fédérations locales et *Confederacion* comme organe de presse.
- Dans le Levant (Valence), 15.000 adhérents et *Fragua social* comme publication.
- En Rioja, moins de 1000 militants et *Accion Directa* comme organe de presse.
- En Andalousie, 20.000 militants, 60 fédérations locales et un organe de presse: *Andalucia libertaria*.

(25) Au contraire des autres pays européens de capitalisme avancé, où les élections de ce type passent inaperçues en dehors des lieux de travail, les élections « syndicales » espagnoles ont un tout autre caractère puisqu'elles se présentent, depuis l'étape « évolutionniste » du franquisme, comme une espèce de foire électorale à l'américaine, à grand renfort de publicité pour tel ou tel « leader ouvrier ».

(26) Ces chiffres sont extraits du numéro 1 (novembre 1977) de *Bicicleta*.

- En Aragon, 2000 militants environ, 22 fédérations locales et un organe de presse: *Accion libertaria*.
- Aux Asturies, 5000 militants, 7 fédérations locales et un organe de presse: *Accion libertaria*.
- Aux Canaries, 2000 adhérents, 4 fédérations locales.

Ces chiffres méritent quelques remarques. Tout d'abord, le total des adhérents coïncide avec le chiffre avancé lors du plénum de septembre 1977, soit 120.000 adhérents. Ensuite, la distribution par région reste extraordinairement inégale. A part la Catalogne, l'implantation demeure groupusculaire. Le Levant, le Centre et les Asturies suivant de très loin. L'Andalousie, par contre, a progressé spectaculairement en l'espace d'un an. Contre la tradition rurale de l'anarchisme andalou, le développement de la CNT est plus marqué, alors, dans les villes qu'à la campagne. Il faut également noter la présence dans cette région d'un syndicat « unitaire » d'inspiration maoïste relativement bien implanté. Enfin, il est difficile de ne pas être surpris de la stagnation de la CNT en Aragon. Cette région, traditionnellement favorable à l'implantation libertaire, semble en effet, avoir beaucoup de mal à décoller. L'organisation — il est vrai — présente certains caractères bien particuliers et l'extrême sélectivité des affiliés confère à certains syndicats ou fédérations locales un aspect essentiellement spécifique. En général, d'ailleurs, les chiffres bas s'expliquent par ce processus d'affiliation, éminemment conscient et volontaire et parfois même trop exigeant pour une classe ouvrière venant de sortir de 40 ans de dictature.

Anarchisme, anarcho-syndicalisme et autonomie

Derrière la profusion d'étiquettes collées à telle ou telle tendance (« marxiste infiltré », « conseilleriste », « assembléiste », « anarcho-communiste », « syndicaliste pur », etc.), se dissimulent souvent des conflits de personnes ou des appétits de pouvoir. Il n'empêche que la CNT est un carrefour de mille routes, un bouillon de culture où se manifestant des sensibilités contradictoires, elles-mêmes difficilement définissables.

Certains « assembléistes » (ou conseilleristes) s'opposent, par exemple, à toute forme d'organisation de type permanent (y compris la CNT) et cherchent à transformer les militants syndicaux en simples « animateurs » de l'assemblée souveraine. Dans la pratique, pourtant, le conseillerisme se heurte à de sérieuses difficultés. Rien, en effet, n'est plus facilement manipu-

lable qu'une assemblée (les groupuscules s'y connaissent d'ailleurs très bien, s'y appliquent et y parviennent si on ne leur oppose pas une organisation capable de contrecarrer manœuvres et de présenter des alternatives anti-bureaucratiques). Le conseilisme, ensuite, tend à renforcer — objectivement — un certain corporatisme hérité de 40 ans de dictature, en développant un « patriotisme de boîte » ou de branche, face aux conceptions globales concernant la classe entière. Le conseilisme, encore, reste souvent prisonnier de ses schémas et, fétichisant l'assemblée souveraine, en arrive à défendre des positions aberrantes, pouvant provoquer de véritables scissions dans la CNT. Cela s'est, par exemple, produit dans la CNT du Levant, spécialement chez les métallurgistes et les ouvriers de la construction navale, certaines sections de la CNT adoptant les décisions de l'assemblée souveraine de participer aux élections syndicales alors que l'ensemble de la CNT s'était prononcé pour le boycott de ces mêmes élections.

Par réaction, un autre secteur de la CNT (les « syndicalistes purs ») en arrivent à défendre des positions extrêmement rigides: appui exclusif aux sections syndicales CNT, rejet pur et simple de l'assemblée. Là encore, comme pour les « assembléistes », il s'agit de positions extrêmes, empreintes l'une comme l'autre d'un fort sectarisme. Entre les deux semble de dessiner — sur ce point comme sur d'autres — une position intermédiaire tendant à rendre à l'assemblée son rôle fondamental (la décision souveraine) et à la section syndicale le sien — non moins fondamental — (la capacité d'animer et de faire des propositions générales, et non seulement sectorielles). Dans cette optique, l'assemblée et la section syndicale se présentent comme des réalités convergentes — et non antagoniques — permettant l'expression d'une alternative ouvrière et libertaire au réformisme.

Sur ce débat intéressant directement la stratégie de la CNT (27), viennent se greffer d'autres questions extrêmement con-

(27) Ce débat a souvent traversé la CNT au cours de sa déjà longue histoire... Il ne faut pas oublier que, par sa structure, la CNT est une organisation essentiellement « assembléiste » où l'autonomie se pratique à différents niveaux (individu, syndicat, fédération locale et régionale). L'exemple d'octobre 1934 — où la CNT des Asturies, à l'encontre de l'opinion générale de la CNT, signa un pacte révolutionnaire avec l'UGT et participa au mouvement insurrectionnel, sauvant ainsi l'honneur du mouvement libertaire — est encore présent dans les mémoires.

flictuelles, tournant toujours autour du problème de l'articulation entre la CNT et les autres organisations du mouvement, particulièrement la FAI. Certains groupes à vocation « spécifiquement anarchiste » n'ont cessé, au cours de l'année 77, de se livrer à des tentatives hégémoniques, n'hésitant pas à paralyser localement la vie de la CNT. Ces groupes, liés pour certains à la tentative de janvier 1977, pratiquent le verbalisme le plus délirant. En octobre 1977, en réponse à un texte daté du 30 septembre et distribué à Barcelone, extrêmement critique vis-à-vis d'une quelconque reconstitution de la FAI (28), la FAI catalane (elle existe donc!) déclare, dans un long communiqué:

« D'après ce pamphlet, la FAI serait un mouvement avant-gardiste, élitiste, une espèce de force de choc dans la CNT... La FAI ne lutte pas pour le pouvoir à l'intérieur de la CNT, car la FAI n'existe pas à l'intérieur de la CNT. L'anarchisme est trop riche pour prétendre vouloir le limiter au seul terrain syndical... La FAI regarde avec intérêt l'anarcho-syndicalisme et presque tous ses membres, en tant que travailleurs, militent à la CNT où ils exposent leurs idées sans terreur aucune... Cependant, la CNT est un bouillon de tendances, de groupes et de petites chapelles... Il y a, par exemple, une faune... qui a très peu à voir avec l'anarcho-syndicalisme et beaucoup avec le franquisme... Il y a toute une pléiade de marxistes... Il y a ceux qui rêvent de transformer la CNT en un syndicat de Suarez... des francs-maçons... des infiltrés, des provocateurs, des agents de la CIA et même des fascistes... des anarchos-maffiosi qui vivent sans travailler... Il y a aussi tous ceux qui passent

(28) Ce texte, intitulé « A tous les anarchistes », prétend être une analyse critique de la situation interne de la CNT catalane et propose aux groupes et individus se réclamant de l'anarchisme une discussion centrée sur les structures et les objectifs que devrait se donner, aujourd'hui, un mouvement libertaire. Au passage, les auteurs du texte en question égratignent très sérieusement les « faistes », à propos desquels on peut lire: « ...il existe une tendance anarcho-léniniste, avant-gardiste, intégrée pas des camarades directement liés au Secrétariat intercontinental (Toulouse) et organisée en RAI... Former une avant-garde — pour défendre la dictature du prolétariat ou l'anarchie —, c'est faire, purement et simplement, du léninisme... L'anarchisme ne peut être imposé à personne et n'est, en conséquence la propriété d'aucune avant-garde illuminée... Il nous faut refuser toutes connotations violentes, pouvant assimiler anarchisme et terrorisme, assimilation provoquée par l'idéologie de la virilité, du machisme et de la violence, présente dans le passé historique de la FAI... ».

leur temps à cracher sur les partisans de Federica... Il y a donc beaucoup de mauvaise herbe dans la CNT... ».

Tout commentaire semble superflu devant une telle prose. On comprend, néanmoins, que de telles ambitions purificatrices aient de quoi exaspérer nombreux militants de la CNT.

A l'intérieur ou à la périphérie de la CNT se font également remarquer d'autres secteurs. Certains groupes autonomes, par exemple, reprochent à la CNT de reproduire les insuffisances « classiques » du syndicalisme, en séparant le champ social du champ politico-culturel et théorisent une CNT « globale » ou « intégrale ». Pour ceux-ci, l'autonomie se présente comme une tentative d'intégration de tous les fronts de lutte dans une seule organisation qui permettrait la conscience et la pratique de la globalité, par l'articulation de la lutte traditionnellement syndicale et la lutte traditionnellement politique et culturelle. Mais les autonomes sont multiples. Certains recherchent, à partir de leur quotidien, des liens organisationnels de type nouveau. Leurs espaces de lutte — lieux d'intervention — sont divers (écologie, féminisme, marginalité, homosexualité, prisons, psychiatrie). Ces espaces définissent le territoire d'un mouvement, une aire de l'autonomie à l'italienne. Un point commun: le désir, vague puis conscient, de rompre les formes d'intégration sociale. Et, dialectiquement, la volonté de reconstruire la diversité, la lutte du multiple, contre le centre unique, contre le pouvoir. Mais la diversité ne doit pas cacher les divergences. Les autonomes divergent sur de nombreux points. Les uns entendent l'autonomie comme pratique. D'autres en font une ligne politique qui tend, même s'ils s'en défendent, à la centralisation. Certains se retrouvent à la CNT. D'autres, dans une mouvance spontanéiste et marginale. D'autres, encore, cherchent un débouché politique à leurs pratiques. D'autres, enfin, succombent à la tentation activiste. L'autonomie est, en quelque sorte, un monde sans frontières (29).

(29) Tenter une délimitation de l'aire de l'autonomie relève presque de l'entreprise chimérique... Celle-ci s'articule, cependant, autour de quelques revues comme *Ajoblanco* (contre-culturelle), *Viejo Topo* (marxiste critique), *Negaciones* (idem), *Ozono*, *Teoria y practica* (spontanéiste), *P'alante* (marxiste libertaire) et d'une infinité de petits bulletins. L'autonomie englobe des mouvements comme la COPEL (Coordination des prisonniers espagnols en lutte), des groupes d'homosexuels (FHAR, Mercurio), de femmes, de psychiatrisés, etc. D'autres secteurs de l'autonomie s'orientent vers une conception plus politique au sens traditionnel du terme. Ceux-ci se sont constitués en organisation, en

Par crainte de donner une image trop hétérogène d'elle-même, la presse de la CNT (**C.N.T.**, mais aussi **Solidaridad Obrera** et **Castilla libre**) ne reflète pas, à travers ses colonnes, cette diversité et ces contradictions. On peut lui en faire grief. Ces lacunes motivèrent, d'ailleurs, en septembre 1977, la sortie de **Bicicleta**, revue d'expression libertaire, sachant faire preuve d'esprit critique sans tomber pour autant dans le rejet systématique. En fournissant aux militants des éléments divers d'information sur le débat interne au mouvement libertaire, **Bicicleta** prit le parti de déranger. Elle sut le faire intelligemment.

1978: début difficile...

Le 15 janvier 1978 se déroulait à Barcelone la première manifestation autorisée de la CNT catalane. Dix mille personnes défilèrent, à l'appel du Comité régional, pour dénoncer le pacte de la Moncloa. De Atarazanas à l'avenue Mistral, la manifestation — joyeuse, mais combative — se déroula sans incident majeur. A l'heure de la dissolution, Enrique Marcos, secrétaire du Comité régional, déclinait toute responsabilité de la CNT dans d'éventuels incidents ultérieurs et appelait les cénétistes à se disperser. Cependant, quelque cinq cents personnes — parmi lesquelles des militants du PCE (1), groupuscule maoïste — se dirigèrent vers la prison Modelo où la police se chargea de les disperser. Quelques instants plus tard, de hautes flammes s'élevaient au-dessus de la Scala, music-hall très connu de la ville. Et quatre travailleurs périrent dans l'incendie... Immédiatement à l'œuvre, la police, s'appuyant sur une presse servile et cynique, attribuait l'attentat à un « groupe de la CNT, composé de militants de la FAI et des Jeunesses libertaires » (sic)... En moins de rien, plusieurs personnes se retrouvaient dans les locaux de la police, certaines d'entre elles déjà fichées comme libertaires. Photos à la une des journaux... Gros titres sur le terrorisme... Ainsi naissait l'affaire Scala...

La provocation était donc là, cousue de fil blanc mais efficace. Elle visait directement la CNT, en accréditant la vieille

mars 1978, prenant le nom de « Autonomia obrera ». Ils publient la revue « *Emancipacion* ». Pour se faire une idée plus précise des contours de cette mouvance autonome, il est recommandé de se référer aux revues précédemment citées et de lire *Grupos marginados y peligrosidad social* (Campo Abierto ed., Madrid, nov. 1977).

thèse de la « FAI-bras armé ». Elle était la première tentative sérieuse du pouvoir d'évaluer la capacité de résistance de la CNT, en faisant d'elle un « syndicat terroriste ».

Contrairement à ce qu'on pouvait, cependant, penser, étant donnée la faible infrastructure de l'organisation, la CNT réagit vite et fort et s'effacèrent, le temps d'une mobilisation, toutes les rivalités internes. Le Comité régional et la fédération locale de Barcelone n'hésitèrent pas un seul instant. La base prit, sans attendre aucun mot d'ordre, les initiatives et organisa la contre-information. Et la CNT exigea réparation à l'Etat et à la police, ouvrant immédiatement une contre-enquête pour dénoncer les véritables auteurs de l'attentat criminel. Rondement menée, la campagne de la CNT obligea le Gouvernement civil à baisser les bras et à déclarer: « A l'évidence, la CNT n'a rien à voir dans l'incendie de La Scala... ». (30)

La CNT catalane avait donc résisté, mais — postérieurement — l'opération Scala eut indéniablement des conséquences à l'intérieur de l'organisation. Elle y laissa des traces. A travers l'affaire Scala fut posée, une fois de plus, la question de la lutte violente et de l'activisme de certains groupes autonomes (31). Débat difficile et houleux, polarisé en deux tendances, l'une considérant que la CNT ne s'était pas suffisamment impliquée dans la défense des emprisonnés, l'autre refusant tout appui — déclaré ou tacite — à des groupes pouvant compromettre la consolidation de la CNT dans le monde du travail. Cet antagonisme se manifesta particulièrement au cours d'un

(30) La citation est extraite de *Cambio 16*, correspondant au 26 janvier 1978. En organisant l'opposition active au Pacte de la Moncloa et le boycott des élections « syndicales », la CNT n'avait cessé de contredire les plans du pouvoir, du patronat et des « interlocuteurs valables » (les centrales réformistes). Celles-ci, après avoir hésité, profitant de la situation créée par l'attentat pour tenter de jeter le discrédit sur « l'irresponsabilité » de la CNT, ne purent faire autrement que signer une déclaration (UGT, CO et « unitaires ») de solidarité avec la CNT, en butte aux persécutions policières...

(31) La tentation activiste — constamment présente — a été, ces derniers temps, au centre des préoccupations de la renaissante CNT. Plusieurs groupes autonomes de combat venaient d'être démantelés par la police à Madrid, Valladolid, Cordoba, etc. Confrontés à ce phénomène, les militants de la CNT ne refusèrent jamais leur solidarité aux victimes de la répression, mais se considéraient, néanmoins, en droit de critiquer l'incohérence fondamentale de ceux qui, faisant mine d'abhorrer les « syndicalistes de la CNT » lorsque les vents n'étaient pas contraires, n'hésitaient pas à exiger leur protection en cas de besoin... On peut les comprendre.

plénum régional de mise au point où chaque syndicat présenta sa motion dans une ambiance passionnée. Cette situation provoqua un coup de frein — passager, mais réel — dans le processus de développement de l'organisation catalane.

Vers de nouvelles perspectives...

Malgré la persistance des rivalités internes et les provocations policières, la CNT manifestait, en ces premiers mois de 1978, la volonté prioritaire de s'efforcer de coller à la réalité du mouvement social. Cette orientation ne tardait pas à s'avérer particulièrement fructueuse en Catalogne où l'implantation anarcho-syndicaliste devenait de plus en plus effective sur les lieux de production, parfois même nettement majoritaire dans certains secteurs. Parallèlement, on percevait ici et là les symptômes d'une nouvelle mentalité cénétiste, plus syndicale que spécifique, plus apte à intervenir concrètement dans les luttes qu'à se livrer à l'abstraction théorique. Certains y virent les indices d'un « virage à droite » et allèrent jusqu'à présager un « recentrage » réformiste. C'était aller vite en besogne et ignorer les profondes motivations de l'orientation plus expressément syndicaliste de la CNT. Il fallait plus y voir, semble-t-il, l'intention déterminée de rompre avec un certain verbalisme stérilisant pour se mesurer à des situations concrètes, de sortir du ghetto pour se réinsérer dans le mouvement réel des luttes ouvrières.

La participation décidée de la CNT à la grève des pompistes — secteur où la centrale anarcho-syndicaliste est majoritaire — s'était soldée par une victoire, alors que l'adversaire était multiple (le pouvoir et le réformisme) et les conditions objectives (les retombées de la crise économique) n'étaient pas particulièrement favorables (32). De la même façon, la campagne en faveur de la liberté d'expression, centrée sur la défense de la troupe théâtrale « Els Joglars », censurée par les autorités,

(32) Tout le monde, par ailleurs, ne fut pas satisfait de l'attitude de la CNT lors de la grève en question. Certains — toujours les mêmes — auraient souhaité que la CNT passe outre les décisions adoptées en assemblée par les travailleurs concernés et poursuive la grève, alors que les principales revendications étaient satisfaites. Cette surenchère était caractéristique de certains « spécifiques »... Elle se manifesta de nouveau peu après, lors du « Congrès de l'I.F.A. » (Internationale des fédérations anarchistes), célébré en mars 1978 à Carrare (Italie), où la délégation espagnole déclara publiquement — d'après un compte

permet à la CNT — par l'entremise de son syndicat du spectacle, secteur d'implantation anarcho-syndicaliste également majoritaire — de s'affirmer comme force autonome, capable de paralyser entièrement un secteur d'activité.

D'autres exemples — pas uniquement catalans — pourraient illustrer cette nouvelle orientation. A l'opposé, cependant, la inexpérience et l'immaturité se faisaient encore largement sentir, dissimulant parfois des conceptions élitistes inexplicables dans une organisations voulant être l'expression organisée de la classe ouvrière. Celles-ci — il est vrai — étaient souvent mises en avant par des groupes plus tentés par l'expérience « spécifique » que par l'anarcho-syndicalisme. Les répétitifs et monotones appels à la grève générale insurrectionnelle provenaient le plus souvent d'une profonde ignorance de la réalité sociale. En dernière instance, ils couvraient l'incapacité chronique d'un certain radicalisme à se soumettre à l'expérience des faits. Et, à défaut d'autre chose, ce radicalisme trouvait à la CNT une possibilité d'expression. Ainsi, la CNT, encore imparfaitement structurée, ne parvenait complètement à échapper au millénarisme vaguement anarchiste des zéloteurs de la sainte idéologie.

Continuité et renouveau

Vu l'impossibilité de résoudre le problème de l'élection d'un nouveau Secrétariat permanent de l'organisation (mission confiée à la Région Centre, sept mois auparavant, par le plénum de septembre), la CNT se réunit de nouveau en plénum national au mois d'avril. L'ordre du jour tournait essentiellement autour de cette question et comprenait les points suivants:

1. Ratification ou non du Secrétariat permanent proposé par la fédération locale de Madrid;
2. en cas de non-ratification, élection du nouveau secrétaire général et lieu de résidence du Secrétariat;
3. nombre de sections rattachées au Secrétariat et fonctions de chacune d'entre elles;
4. fonctionnement du Comité national.

rendu publié dans *Umanita Nova* (30-3-78) — que la CNT possédait « plus d'un demi-million d'adhérents » (sic)... Lorsqu'on sait que le chiffre officiel se situait alors au-dessous des 200.000 affiliés, un tel enthousiasme paraît déplacé.

A l'ouverture des travaux, le précédent Secrétariat permanent demanda la mise à l'ordre du jour des points suivants:

1. Possibilité de transférer automatiquement le SP au lieu de résidence désigné afin de mettre terme à la situation chaotique que connaît l'organisation;
2. situation interne de l'organe national **C.N.T.**;
3. situation de l'appareil de propagande installé à Madrid;
4. attitude à adopter vis-à-vis des groupes autonomes libertaires.

Après avoir entendu un long rapport du secrétaire général démissionnaire, les délégués proposèrent, à la majorité, que le nouveau Comité national réside à Barcelone et que Enrique Marcos, jusqu'alors secrétaire du Comité régional de Catalogne, soit désigné secrétaire national de la CNT.

Ainsi, la CNT entrait dans une nouvelle étape. A l'évidence, le choix de Barcelone comme lieu de résidence du secrétariat de l'organisation répondait à une nécessité ressentie par la quasi-totalité des régions. Bien sûr, la CNT catalane n'échappait pas davantage aux rivalités internes, mais elle demeurait le point fort, la plaque tournante de l'organisation. Il n'y eut donc pas de surprise à proprement parler.

Lors d'une conférence de presse de présentation du nouveau Comité national, célébrée en mai 1978, à Barcelone, Enrique Marcos (33) traçait, pour cette nouvelle étape, les grands axes suivants d'intervention:

- Développement de l'action directe dans les conflits sociaux, tout en se séparant de tout type de violence minoritaire et élitiste;
- potentialisation des sections syndicales CNT dans les

(33) Enrique Marcos, ouvrier métallurgiste, était très jeune lorsqu'il s'incorpora, pendant la guerre civile, à la CNT. Après la victoire franquiste, il connut les dures réalités de la répression, de la prison et de l'exil. Militant particulièrement actif, il s'était distingué dans la période de reconstruction par son dynamisme et occupait — comme il a été signalé antérieurement — les fonctions de secrétaire du Comité régional de Catalogne de la CNT au moment de sa désignation comme secrétaire général de l'organisation.

En plus d'Enrique Marcos, le nouveau Secrétariat permanent du Comité national est composé de Sebastian Puigcerver, ouvrier du livre (chargé du secrétariat d'organisation), de José Maria Berro, ouvrier du bâtiment (chargé de la presse), de Fernanda del Aguila, du syndicat de la santé (chargé de la section juridique et de la trésorerie) et de Jésus Garcia, ouvrier du bois (chargé des relations extérieures).

entreprises et défense de l'unité à la base des travailleurs face aux accords bureaucratiques entre centrales;

- solidarité active avec les groupes « marginaux » (écologistes, féministes, anti-autoritaires, etc.) par l'établissement de contacts entre la CNT et les étudiants et intellectuels libertaires, mais affirmation du caractère essentiellement ouvrier et syndicaliste révolutionnaire de la CNT;
- indépendance vis-à-vis de la FAI et de l'exil;
- étude d'une nouvelle structure interne, devant être ratifiée lors d'un prochain congrès de la CNT.

Continuité donc, mais volonté de renouveau. Dans une interview accordée postérieurement à *Solidaridad Obrera* (20/7/1979), le Comité national précisait:

A propos de la stratégie confédérale:

La nouvelle étape devra être plus active. Il est urgent d'aborder les nouveaux problèmes: loi d'action syndicale, récupération du patrimoine confisqué à l'organisation en 1939... D'autre part, il nous faut tâcher de renforcer la structure de l'organisation pour éviter de nous retrouver avec une CNT dont l'aire d'influence sera limitée à la seule Catalogne... ».

A propos des groupes de pression:

« La CNT fonctionne selon des normes précises et celles-ci doivent être appliquées. La CNT est formée de syndicats et non de groupes. En ce sens, nous faisons preuve de la plus grande énergie contre les groupes de pression, de l'intérieur comme de l'extérieur. Il faut en finir avec la guérilla interne. La CNT ne peut être la courroie de transmission d'aucun groupe, c'est une organisation ouvrière... Sa groupusculation ne peut entraîner que sa destruction. Nos portes sont grandes ouvertes à ceux qui veulent nous rejoindre, elles doivent également l'être pour ceux qui veulent nous quitter... ».

A propos de la FAI:

« La FAI a fait part de son existence au précédent Comité national qui en a pris acte, ce qui n'implique aucun aval politique et aucun lien organisationnel... ».

A propos du débat syndicalisme/assembléisme:

« La structure de base de la CNT est le syndicat et cela ne changera que si un congrès le décide. La CNT est

anarcho-syndicaliste et les accords de l'organisation doivent être respectés... Enfin, la CNT n'est pas — jusqu'à maintenant du moins — une organisation « intégrale », mais un syndicat ouvrier, révolutionnaire qui, à travers la lutte quotidienne et revendicative, lutte pour le communisme libertaire... Ainsi l'assemblée couvre l'espace de l'unité d'action, mais il faut défendre la structure syndicale comme organisation permanente de lutte... ».

Quelques conclusions provisoires...

Trois ans après la mort de Franco, la CNT est passée de l'état de projet à l'état de réalité. Et l'histoire — son histoire — continue, faite d'espoirs et de crises, de grandeurs et de misères, de petits riens et de grandes choses. Histoire difficile, sans aucun doute, puisque — tout d'un coup — les militants durent réapprendre à dépasser les vieux réflexes de la clandestinité et à briser les structures caractérielles et les formes d'organisation acquises sous le franquisme. Et ce fut dur et long. Une chose, néanmoins, saute immédiatement aux yeux de l'observateur attentif de ces trois dernières années: l'extraordinaire richesse des événements qui ont traversé la vie de cette renaissante CNT. Un fantastique foisonnement de vie, avec son inévitable lot de contradictions, d'incompréhensions, de divergences. La CNT fut champ ouvert à toutes les interprétations, à toutes les batailles, à toutes les manœuvres, à toutes les invectives, mais aussi à tous débats d'idées. Elle fut et elle sera, car la CNT ne peut pas ne pas l'être. Aujourd'hui, cependant, les premiers temps passés, cette CNT, toujours soumise à de multiples et persistantes querelles de tendances, semble vouloir s'orienter vers de nouvelles perspectives, certainement plus constructives. Ce moment correspond, il est vrai, à une période de nécessaire — et attendue — clarification interne. Clarification et volonté — ressentie ici et là — de redonner à la CNT sa capacité d'intervention dans le mouvement social. Cette volonté se manifeste indiscutablement à différents niveaux: amélioration de la presse confédérale, tant dans la forme que dans le contenu, notable à travers la lecture de *C.N.T.* (organe national, actuellement édité à Barcelone, mensuel pour l'instant) et de *Solidaridad Obrera* (organe catalan, également édité à Barcelone, bimensuel); refus d'un certain « amateurisme » dans la façon d'appréhender certaines questions comme les relations internationales ou la participation de la CNT à

tel ou tel mouvement; délimitation d'un territoire propre à l'anarcho-syndicalisme. Volonté de maturité, aussi. Un pari, peut-être? La recherche — pénible, mais passionnante — d'une organisation libertaire tournée vers le présent et capable d'éviter les écueils et les impasses, sûrement...

SUMMARY

The reconstruction of the Spanish CNT and its subsequent development, has produced an undeniable euphoria amongst the various libertarian movements, which is certainly understandable given their minority status. On the question of Spain, however, its necessary to open one's eyes and to not let yourself be carried away by mythical representation of what the Spanish CNT is (and/or possibly could be).

This article, therefore, attempts a critical overview of the Spanish libertarian movement in its present condition, with the intent of re-establishing a few (as with all truths they are only partial) regarding the process of reconstruction with all its triumphs and its failures.

From the meeting of the 29th February 1976 (held in Sanz) onwards, which represents the start of a great process of recuperation of the working class vocation of Spanish anarchism, the events which followed were numerous and complex. There was no doubt that everything was still to be done: it meant starting from scratch with all the irritations and anger which had accumulated during the many years of clandestinity. Right from the start the unification of the various groups and tendencies inside the re-emergent CNT have posed problems of cohabitation and naturally have also led to not only confrontations but also to all-out attempts at hegemony at the insistence of various « churches » claiming orthodoxy. Even at that time the first symptoms of an internal crisis were showing themselves which, at the present time, still remains to be resolved.

On the other hand, the systematic study of the internal life of the resurgent CNT (the various meetings and conferences) gives us some idea of the complexity of the problem becoming increasingly clearer in the course of four national assemblies (July 1976, September 1976, September 1977 and April 1978). Despite all the internal conflicts, the irresponsibility of certain sectors, and attacks of the authorities (the Scala case), its development is impressive even if it is less spectacular than certain people would claim. The CNT remains, however, way below its capabilities and this can be partly explained by a certain powerlessness in the union sphere.

october / ottobre / octubre / octubre

1978

interro gations

16

revue internationale de recherches anarchiste / rivista internazionale di ricerche anarchiche / international review of anarchist research / revista internacional de investigación anarquista